



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/544
23 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Points 7, 10 et 24 de l'ordre du jour

COMMUNICATION FAITE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 12 DE
LA CHARTE DES NATIONS UNIES

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

DROIT DE LA MER

Lettre datée du 18 octobre 1996, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la lettre datée du 26 août 1996 (A/50/1029) qui vous a été adressée par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui contient la déclaration que le Gouvernement koweïtien a faite au sujet de certaines dispositions de la Loi de 1993 sur les zones maritimes de la République islamique d'Iran dans le golfe Persique et la mer d'Oman ("Loi sur les zones maritimes"), je tiens à préciser ce qui suit :

1. Avant la promulgation de la loi en question, les droits et la juridiction de la République islamique d'Iran sur ses zones maritimes étaient définis par divers textes, dont chacun portait sur une ou plusieurs questions traitées par le droit de la mer. La Loi sur les zones maritimes a été élaborée afin de compléter les dispositions législatives existant en la matière et de les regrouper en un seul instrument législatif, compte tenu de l'évolution progressive du droit de la mer, y compris de l'extension de la juridiction des États côtiers.

2. Il conviendrait de noter que la République islamique d'Iran n'a pas encore ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer mais que, en tant qu'État signataire, elle n'a pas pris de dispositions allant à l'encontre de ladite convention.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 7, 10 et 24 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Kamal KHARRAZI
